



Lundi 30 septembre 2024

Face à l'escalade guerrière de l'État d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux



pays. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière.

Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

Solidarité avec le collègue licencié !

Cet été, la direction a envoyé en entretien disciplinaire un collègue du contrôle des bus. Elle lui reproche d'avoir dénoncé dans un reportage télé la pression mise sur les contrôleurs. Aujourd'hui, la direction le licencie. Elle cherche à faire un exemple, pour nous dissuader de nous exprimer publiquement. Mais elle ne nous fera pas taire !

La RATP n'est pas un cas isolé. Dans toutes les boîtes, de Disneyland à la SNCF, les patrons répriment les travailleurs qui ne veulent pas baisser la tête. Face aux attaques de la direction, on doit se serrer les coudes et exprimer notre solidarité avec le collègue réprimé.

Terminus tout le monde descend

A Gare de Lyon, le terminus est en travaux. Si les collègues de quai de Seine ont été informés, ce n'est pas le cas des collègues des autres dépôts qui utilisent le terminus... La direction garde probablement ses talents de com' pour son image publique plutôt que pour ses travailleurs.

Mais la boîte pense à nous : en plus de la petite balade de santé pour atteindre les toilettes du métro, place à l'épreuve des défenses immunitaires pour les collègues en décalage ou qui attendent leur relève... Dehors !

RATP 1 Bilan social 0

Dans le bilan social 2023, les femmes représentent toujours que 21% des salariés alors que la direction se targue d'avoir le score maximum à l'index de l'égalité professionnelle. Pour les inégalités de salaires même constat : les salaires moyens des cadres sont plus de deux fois plus élevés que ceux des opérateurs. Le nombre d'accidents du travail et leur gravité ne diminuent pas, ce qui n'est toujours pas une bonne nouvelle.

Bref pour le bilan « social » on repassera...

Prix unique = gratuit !

Certains médias annoncent l'harmonisation des prix des tickets de transport pour 2025. S'il est certain que beaucoup d'usagers vont y gagner et c'est tant mieux, combien vont y perdre ? La seule logique face au dérèglement climatique et pour faire face aux besoins de la population c'est la gratuité pour toutes et tous.

Grève à Lisieux !

80% des collègues de Keolis Lisieux sont en grève depuis deux semaines contre la dégradation de leur condition de travail depuis un an : perte de salaires, de primes, augmentation du temps de travail. Leur lutte est celle de tous !

Martinique : l'État au secours des profiteurs

La lutte contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'État sait que l'envoi dans l'île de la CRS 8 ne suffira pas à étouffer la révolte. Alors il propose ses mesures à lui : subventionner à coup d'argent public les entreprises de fret qui livrent les marchandises par bateau dans l'île. Ce qui revient à donner encore plus d'argent à

la CMA-CGM, dont le patron est déjà la huitième fortune de France ! Les travailleurs, eux, réclament des salaires à 2 000 euros minimum et dénoncent les surprofits des transporteurs et de la grande distribution.

Les travailleurs de Dumarey dans la rue !

Samedi dernier, plusieurs centaines de manifestants ont défilé à Strasbourg à l'appel des syndicats de Dumarey (ex-General Motors, ex-Punch Powerglide) pour protester contre les licenciements et le risque de fermeture du site. Les salariés de Dumarey sont lâchés par leur principal client, ZF, qui va lui-même licencier près de 14 000 salariés en Allemagne. Des délégations syndicales de toute la région étaient présentes au-delà du secteur automobile : cheminotes et enseignantes, de Constellium, Messier Bugatti, PSA, THK et Novares (également sous la menace d'une fermeture).

Les salariés de Dumarey ont annoncé qu'ils n'allaient pas se laisser faire et ont appelé l'ensemble des salariés de la filière auto à converger le 17 octobre au salon de l'automobile à Paris : « Sans nous pas de bagnoles ! »

Les ouvriers indiens de Samsung en grève

Un millier de salariés, en grève, campent depuis le 9 septembre devant leur usine Samsung à Sriperumbudur, en Inde. Payés 270 euros par mois à fabriquer téléviseurs, frigos et lave-linges, ils veulent des augmentations de salaire et la reconnaissance de leur syndicat. La direction a multiplié les menaces et sanctions contre les grévistes. Une centaine d'entre eux ont même été arrêtés puis relâchés. Pourtant les travailleurs tiennent bon. Une victoire chez Samsung pourrait encourager la lutte dans bien d'autres usines du pays.

Meurtre de Philippine : 104e féminicide depuis le début de l'année

Le corps de Philippine a été découvert la semaine dernière. Ce meurtre marque le 104e féminicide 2024. Le principal suspect est un étranger déjà condamné pour viol et sous le coup d'une OQTF. Immédiatement, l'extrême-droite, de Retailleau à Zemmour en passant par le RN a sauté sur l'affaire avec ses relais médiatiques pour vomir son racisme et ses propositions anti-immigrés. Par contre, silence radio sur les 103 premiers féminicides de l'année : des femmes souvent tuées par leur compagnon ou ex-compagnon, bien français.

Ces féminicides sont la forme la plus barbare de l'oppression des femmes, qui touche toutes les couches de la société, surtout dans la sphère privée. La lutte contre les violences contre les femmes ne se mènera pas avec des discours racistes, mais uniquement par notre capacité à réagir et à nous mobiliser collectivement, pour que la peur change de camp, et à terme pour renverser cet ordre social pourri jusqu'à la moelle !